

## Synthèse régionale

# Malgré une progression de l'intérim en fin d'année, l'emploi régional reste en difficulté

Jean-Pierre Courson, Insee

L'emploi salarié des secteurs principalement marchands se dégrade à nouveau en 2015 en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine.

Malgré un rythme moins soutenu que l'année précédente (- 0,3 % après - 1,1 %) et en dépit d'une évolution positive au quatrième trimestre, la région est la plus affectée de métropole, où l'emploi progresse de 0,5 %. L'emploi industriel reste en difficulté (- 2,0 %), comme dans la construction (- 3,2 %). L'emploi tertiaire, deux tiers du total, est dynamisé par le regain de l'intérim, surtout en fin d'année.

La croissance française du produit intérieur brut atteint 1,3 %. Moins modeste que l'année précédente, elle permet à la région un recul du taux de chômage de 0,3 point qui la situe à un niveau équivalent à celui de la métropole. Un actif sur dix est au chômage en fin d'année. Les politiques spécifiques en faveur de l'emploi sont intervenues en faveur d'un effectif à hauteur d'un dixième des inscrits à Pôle emploi. Le taux de chômage varie de près de quatre points entre les dix départements de la région : de 8,9 % dans le Bas-Rhin à 12,5 % dans l'Aube. Il ne s'aggrave que dans le Haut-Rhin. La situation des jeunes s'améliore pour la troisième année consécutive, mais celle des seniors continue de se dégrader. Un demandeur d'emploi sur six est en recherche depuis plus de trois ans.

L'environnement reste dans l'ensemble favorable avec une consolidation de la croissance au Luxembourg, comme en Allemagne et particulièrement dans le Bade-Wurtemberg. La demande intérieure, les investissements et le commerce extérieur y soutiennent l'emploi. La Belgique enregistre une croissance stable mais la Suisse observe un ralentissement.

Les échanges extérieurs de la nouvelle région Grand Est, en augmentation à 116

milliards d'euros, la situent au deuxième rang après l'Île-de-France. Elle occupe la première place en regard de son nombre d'habitants. La région reste forte de la diversification des produits exportés, en progression de 2,5 % en valeur.

L'industrie enregistre un gain d'activité modeste, mais supérieur aux prévisions. Elle reste tirée par ses exportations. La bonne orientation des prévisions d'investissement laisse espérer pour 2016 une progression d'activité, mais sans effet significatif sur l'emploi.

Le BTP a connu une année difficile dans tous les compartiments d'activité, avec des ajustements des effectifs et de l'investissement, faute de visibilité et de marges suffisantes. Seul un redressement progressif mais limité est envisagé. La construction de logements est en baisse, alors qu'elle augmente en métropole. Le repli du nombre de permis de construire est le plus fort de toutes les régions. Les ventes augmentent et les stocks s'amenuisent. La construction de locaux d'activité reste atone.

Le nouveau cadre législatif du régime des micro-entrepreneurs génère un recul des créations d'entreprises très sensible dans la région et un regain d'intérêt pour le statut d'entreprise individuelle. Le repli concerne l'ensemble des secteurs, il est plus accentué que sur l'ensemble du territoire national.

Dans les transports, l'activité des ports fluviaux est en retrait. Il est plus accentué sur la Moselle que dans les ports français rhénans qui assurent près de deux tiers du trafic. Les aéroports voient leur flux de passagers augmenter de 7 %, à la faveur du développement des lignes low cost. L'Euro-Airport concentre 80 % des voyageurs de la région, loin devant Strasbourg-Entzheim, en moindre progression. Les immatriculations

de véhicules gagnent 5 % et entérinent le basculement du parc du gazole vers l'essence.

La fréquentation touristique est restée stable dans les hôtels de la région. L'attraction sur des clientèles plus lointaines a compensé le recul des clients européens. Seule la fréquentation des campings a augmenté, en particulier dans le massif des Vosges. Les Français sont venus moins nombreux cette année, mais restés plus longtemps.

La production céréalière du Grand Est a dépassé de 9 % la moyenne quinquennale, avec des rendements en augmentation, mais dans un contexte de baisse des prix. Dans des conditions climatiques moins favorables, les autres productions végétales voient leurs surfaces et leurs rendements plutôt en retrait. La libéralisation de la production laitière entraîne une hausse de la production et une diminution des prix. Les éleveurs ont continué de souffrir de prix moins élevés que les années précédentes.

En Champagne, le rendement de la vendange 2015 est en retrait. Les expéditions sont toutefois en hausse, avec une demande stable en France mais encore des progrès à l'export. Le chiffre d'affaires est à un niveau inégalé de 4,7 milliards d'euros. La récolte est en baisse en Alsace, principalement pour les Crémants, avec des conséquences sur le niveau des prix entre opérateurs, historiquement élevés. Les volumes à l'export reculent après plusieurs années de croissance, à l'exception des Crémants. ■

# Contexte national

## L'économie française accélère en 2015

Camille Sutter, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

### La reprise se confirme dans la zone euro **L'économie française accélère en 2015**

En 2015, l'activité mondiale ralentit légèrement, du fait d'un fléchissement de la croissance dans les pays émergents. Cela résulte notamment d'un nouveau ralentissement de l'activité en Chine, et d'importantes récessions au Brésil et en Russie. Dans les économies avancées, la croissance reste en revanche robuste (+ 2,0 % après + 2,2 % en 2014). Aux États-Unis, l'activité croît solidement, au même rythme qu'en 2014 (+ 2,4 %) ; l'activité britannique reste également dynamique (+ 2,3 %). Dans la zone euro, la reprise se confirme (+ 1,6 % après + 0,9 %) et les rythmes de croissance des principales économies de la zone s'homogénéisent. Plusieurs facteurs externes favorisent l'activité européenne. D'une part, la baisse des prix du pétrole et des matières premières pèse sur l'inflation, ce qui, combiné à l'accélération de l'emploi, soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur consommation. D'autre part, la dépréciation de l'euro à l'œuvre depuis mi-2014 favorise les exportations de la zone, limitant les effets d'un commerce mondial morose. En outre, la baisse des taux d'intérêt due à la politique monétaire non conventionnelle - notamment la mise en place d'un quantitative easing - de la Banque centrale européenne dynamise l'investissement, et contribue à sa forte accélération, notamment en Europe du Sud.

Dans le mouvement européen, l'économie française continue elle aussi d'accélérer en 2015 : le PIB progresse de + 1,3 % en volume, après + 0,6 % en 2014. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011.

La consommation des ménages est le principal facteur de l'accélération en 2015 (+ 1,5 % après + 0,7 %), dans le sillage de leur pouvoir d'achat. Du côté de la demande publique, la consommation des administrations publiques accélère légèrement (+ 1,4 % après + 1,2 %) tandis que le recul de l'investissement public est moins accentué qu'en 2014 (- 3,8 % après - 5,7 %). L'investissement des entreprises accélère (+ 2,8 % après + 1,6 %), tandis que le recul de l'investissement des ménages s'atténue (- 0,8 % après - 3,5 %).

Les échanges extérieurs continuent de peser sur la croissance, mais moins fortement en 2015 (- 0,3 point) qu'en 2014 (- 0,5 point). Le dynamisme des exportations est en effet plus que compensé par celui des importations. Enfin, le comportement de stockage des entreprises contribue de nouveau positivement à la croissance (+ 0,1 point).

### L'emploi total augmente

Dans le sillage de la reprise d'activité, l'emploi salarié du secteur marchand non agricole se stabilise après deux années consécutives

de baisse. Grâce aux créations nettes d'emplois dans le secteur non marchand ainsi que pour les non-salariés, l'emploi total continue d'augmenter. Le taux de chômage en France entière est ainsi stable en moyenne annuelle à 10,3 %. En revanche, en glissement annuel en fin d'année, l'emploi salarié SMNA s'améliore nettement : fin 2015, l'économie française compte 102 000 emplois de plus que fin 2014 (+ 0,5 %).

### Le pouvoir d'achat des ménages accélère nettement

En moyenne annuelle, l'indice des prix à la consommation stagne, en net ralentissement par rapport à 2014 (+ 0,5 %), du fait de sa composante énergétique : les prix de l'énergie se replient en effet fortement en 2015 avec la chute du cours du baril de Brent. De plus, les revenus d'activité augmentent fortement (+ 1,7 % après + 0,8 %). Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages accélère en 2015 : + 1,6 % après + 0,7 %. Cette hausse est proche de sa croissance moyenne depuis 2000 (+ 1,5 %). ■

## 1 Contribution des principaux agrégats à la croissance du PIB

- Consommation privée
- Demande publique (1)
- Investissement privé
- Échanges extérieurs
- Variations de stocks
- Produit intérieur brut (PIB)

variation annuelle en %, contributions en points



(1) Y compris institutions sans but lucratif au service des ménages.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

## 2 Contribution des principaux agrégats à la croissance du PIB

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2015	
	2013	2014	2015	en milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB (en volume)
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>1,3</b>	<b>2 181,1</b>	<b>1,3</b>
Importations	2,1	4,7	6,6	685,0	-2,1
Consommation effective des ménages, dont :	0,7	0,9	1,6	1 540,7	1,1
- dépense des ménages	0,5	0,7	1,5	1 156,0	0,8
- dépense individualisable des administrations et des ISBLSM	1,4	1,8	1,7	384,7	0,3
Consommation collective des administrations publiques	1,5	-0,1	1,0	182,7	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	-0,8	-0,3	1,0	469,2	0,2
- entreprises non financières	0,2	1,6	2,8	262,7	0,3
- ménages	-0,5	-3,5	-0,8	107,6	0,0
- administrations publiques	-0,7	-5,7	-3,8	75,3	-0,1
Variations de stocks (contribution à la croissance)	0,2	0,5	0,1	2,7	0,1
Exportations	1,9	3,3	6,1	654,9	1,8

ISBLSM : institutions sans but lucratif au service des ménages.

Note : les séries sont présentées ici non corrigées des jours ouvrés.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.